

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX N° 36/CS/2025

Réservé aux très petites, petites et moyennes entreprises, y compris les jeunes entreprises innovantes, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

Imputation budgétaire				
CHAPITR	ART/PROG	PROJET	LIGNE	Intitulé
10	30/30	50	56	Achat de peinture

Objet : Achat de Peinture pour le compte de la Commune de Salé

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 et 3 du § 1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

PASSE AVEC (Nom du Fournisseur)

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 36/CS/2025
Achat de Peinture pour le compte de la Commune de Salé

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 et 3 du § 1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration » ,

D'UNE PART

ET

Cas d'une personne morale (Petite et moyenne entreprise nationale les coopératives et l'union des coopératives)

Mr
Agissant en qualité de.....
Agissant au nom et pour le compte de
.....
Au capital de.....Taxe professionnelle n°
Inscrit au registre de commerce de Sous le n°.....
Affilié à la CNSS sous N°.....
IF N°.....
Faisant élection de domicile au
.....
N° téléphone.....Fax.....E-mail.....
Titulaire du compte bancaire RIB N°.....
.....
Ouvert auprès de.....
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 36/CS/2025
Achat de Peinture pour le compte de la Commune de Salé

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 et 3 du § 1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration »

D'UNE PART

Et

Cas de personne physique ou de l'auto-entrepreneur

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.

Inscrit au registre au registre de commerce de.....sous le n°.....

Taxe professionnelle n°.....

IF n°.....

Patente n°.....Affilié à la CNSS sous n°.....

Faisant élection de domicile

.....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 36/CS/2025
Achat de Peinture pour le compte de la Commune de Salé

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 et 3 du § 1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration »

D'UNE PART

Et

Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention (les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité.....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social.....Taxe professionnelle n°.....Patente

n°.....Registre de commerce de.....Sous

len°.....

IF n°.....

Affilié à la CNSS sous n°.....

Faisant élection de domicile au.....

.....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert après de.....

- **Membre 2 :**.....

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M..... prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 chiffres)

Ouvert auprès de (banque)

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

SOMMAIRE:

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2: REPARTITION EN LOTS

ARTICLE 3: MODE DE PASSATION

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

ARTICLE 5 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 6: DESIGNATION DES INTERVENANTS :

ARTICLE 7 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 8 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 9 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

ARTICLE 10 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 11 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

ARTICLE 13 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 15 : DELAI DE LIVRAISON

ARTICLE 16 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 17 : CARACTERE DES PRIX

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

ARTICLE 20: OCTROI D'AVANCES

ARTICLE 21 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 23 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

ARTICLE 24 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 26 : RECEPTION PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE

ARTICLE 27 : PÉNALITÉS POUR RETARD

ARTICLE 28 : DROITS D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 30 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 31 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 32: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 33: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 34 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 35 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 36 : DESCRIPTION DES PRIX

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le Présent marché a pour objet : **Achat de peinture pour le compte de la Commune de Salé**

ARTICLE 2: REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en **lot unique**.

ARTICLE 3: MODE DE PASSATION

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 et 3 du § 1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les fournitures à livrer au titre du présent marché en lot unique consistent en ce qui suit :

- 1 PEINTURE BLANCHE POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX
- 2 PEINTURE ROUGE POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX.
- 3 PEINTURE VERT POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX.
- 4 PEINTURE VINYLIQUE EN FUT DE 10 KG DE 1ER CHOIX.
- 5 PEINTURE DE SIGNALISATION HORIZONTALE ROUTIERE DE 25KG 1ER CHOIX
- 6 ESSENCE WHITE SPIRIT EN BIDON DE 5 LITRE (SOLVANT DE PEINTURE)
- 7 PEINTURE GLYCEROPHTALIQUE LAQUEE BLANCHE, EN FUT DE 15 KG DE 1ER CHOIX.
- 8 PEINTURE GLYCEROPHTALIQUE LAQUEE VERT, EN BOITE DE 5 KG DE 1ER CHOIX.
- 9 PEINTURE ANTIROUILLE ROUGE, EN BOITE DE 1 KG DE 1ER CHOIX.
- 10 PEINTURE GRIS POUR ALUMINIUM, EN BOITE DE 1KG DE 1ER CHOIX
- 11 PEINTURE NOIR, EN SEAU DE 5KG DE 1ER CHOIX

ARTICLE 5 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la commune de Salé

ARTICLE 6: DESIGNATION DES INTERVENANTS :

Les personnes intervenantes dans le présent marché sont :

★Monsieur le Président de la commune de Salé tant qu'ordonnateur

ARTICLE 7 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Le suivi de l'exécution du marché est confié au service des moyens communs.

Le nom ou la qualité de ce fonctionnaire sera notifié au prestataire de service.

Les tâches confiées à ce dernier et les actes qu'il est habilité à prendre sont :

*Fournir au titulaire du marché toutes les pièces obligatoires et les renseignements nécessaires pour la bonne exécution du dit marché ;

*Faire le suivi lors de la livraison des fournitures objet du présent marché ;

*Réceptionner les fournitures livrées en bonne et due forme, conformément au descriptif technique demandé ou

les rejeter lorsqu'elles ne répondent pas aux exigences stipulées dans ce dernier.

ARTICLE 8 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

8.1-Les documents constitutifs du marché

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux (CCAG-T) :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS),
- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux (CCAG-T), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret n°2-22-431, ceux-ci prévalent dans l'ordre ou ils sont énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le fournisseur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

8.2-Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Conformément à l'article 6 du CCAGT Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- Décision prévue à l'article 57 du CCAGT

ARTICLE 9 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux lois et règlements en vigueur au Maroc notamment aux dispositions des textes suivants :

- Dahir N°1-15-85 du 20 Ramadan 1436 (7 Juillet 2015) pris pour application de la loi organique n°113.14 relatifs aux communes.
- Décret N°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvent le cahier de clauses administratives générales applicables aux marchés travaux.
- Décret N°2-16-344 du 22/07/2016 fixant les délais de paiement des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret 2.19.184 du 25/04/2019.
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n°2-86-99 du (14/03/1988) ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Dahir n° 1-03-61 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air ;
- Le Dahir n° 1-03-59 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement ;
- Décret N°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Arrêté de la ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1502-23 du 24 Di Alkiada 1444 (13 Mai 2023) pris pour l'application de l'article 148 du décret des marchés public 2-22-431
- Décret N° 2.17.451 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.
- Dahir N°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires exigées aux soumissionnaires adjudicataires des marchés publics.
- Arrêté de la ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.
- Circulaire n° 72-CAB du 26-11-1992 relative aux modalités d'application du dahir n° 1-56-211 du 11-12-56 relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

Le fournisseur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. Le fournisseur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 10 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 142 et 143 du Décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de livraison. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze jours {15} à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire, de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai de validité, lui proposer de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente {30} jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 11 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

Conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG-T. Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au fournisseur, par ordre de service, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du CCAG-T.

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics, promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'administration, maître d'ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par les soins de Monsieur le président de la commune de Salé, Ordonnateur ;

2°) Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi 112-13 peuvent être requis au maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

3°) lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13

4°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le trésorier préfectoral de Salé, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

5) Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention " exemplaire unique" dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 13 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions de l'article 151 du Décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, si le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquels il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le corps d'état principal du marché à savoir :

- PEINTURE BLANCHE POUR BORDURE TROTTOIR,
- PEINTURE ROUGE POUR BORDURE TROTTOIR,
- PEINTURE DE SIGNALISATION HORIZONTALE ROUTIERE

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché à l'égard du maître d'ouvrage, des salariés et des tiers.

ARTICLE 15 : DELAI DE LIVRAISON

Conformément aux dispositions de l'article 08 du CCAG-T, le délai de livraison des fournitures du présent marché est fixé à **03 mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

ARTICLE 16 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 17 : CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023), les prix du présent marché sont ferme et non révisable.

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **(2%)** du montant initial du marché arrondi au dirhams supérieure.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n°2-22-431 dans l'un des cas suivants :

- ♦ Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret n°2-22-431;
- ♦ Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret n°2-22-431;

- ♦Si l'attributaire refuse de signer le marché ;

- ♦Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret n°2-22-431.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T.

ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Conformément à l'article 15 du CCAG-T, le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels du fournisseur jusqu'à la réception définitive des fournitures.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAGT, ou bien les cautions qui les remplacent sont libérées à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du présent marché.

ARTICLE 20: OCTROI D'AVANCES

L'octroi d'avances n'est pas prévu au titre du présent marché

ARTICLE 21 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie égale à dix pour cent (10%) sera prélevée sur le montant de chaque acompte à titre de garantie. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie est remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, conformément à l'article 64 du CCAG-T.

Toutefois, si le marché prévoit des réceptions provisoires partielles aboutissant à l'élaboration de décomptes définitifs partiels, il sera opéré, à la demande de l'entrepreneur, à chaque réception définitive partielle le remboursement d'une partie de la retenue de garantie, correspondant à la part initiale des travaux réalisés et réceptionnés.

La retenue de garantie est restituée à l'entrepreneur ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à 12 mois à compter de la réception provisoire. Pendant ce délai, l'entrepreneur devra répondre à toutes les notifications qui lui sont adressées pour réparer les déficiences non imputables à des tiers.

ARTICLE 23 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Avant tout commencement de livraison des fournitures, le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage des copies de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché conformément à l'article 25 du CCAG-T.

ARTICLE 24 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

24-1-Modalités de livraison

La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en 04 exemplaires. Ce bon doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché ;
3. L'identification du fournisseur ;
4. L'identification des fournitures livrées (n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées).

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés.

24-2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana. Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures désignées dans le bordereau des prix-détail estimatif et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT

Conformément aux dispositions des articles 60 et 62 du CCAG-T, et les prescriptions du Décret n° 2-16-344 du 17chaoual 1437 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques. (B.O. n°6488 du 4 août 2016) tel qu'il a été modifié et complété en 2019), le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en 04 exemplaires décrivant les fournitures livrées et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix-détail estimatif aux quantités réellement livrées et l'application des pénalités de retard le cas échéant.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres doit prévoir le dépôt électronique afférent à la prestation du marché issu du présent appel d'offres conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances N° 1495.19 Du 27 Chaabane 1440 (3 Mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire {RIB 24 chiffres)..... ouvert auprès de

ARTICLE 26 : RECEPTION PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE

RECEPTION PROVISOIRE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures livrées et celles désignées dans le bordereau des prix - détail estimatif.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire.

RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées par un procès-verbal de réception provisoire et définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 27 : PÉNALITÉS POUR RETARD

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-Travaux.

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG -Travaux.

ARTICLE 28 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le fournisseur doit acquitter les droits d'enregistrement du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application à l'article 162 du décret du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 30 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

*La neige : 15 cm

*La pluie : 60 mm

*Le vent : 120 km /h

*Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 31 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2.22.431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues au CCAG-travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 32: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81 et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 33: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 34 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 35 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

Le fournisseur s'engage à respecter strictement les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-T

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 36 : DESCRIPTION DES PRIX

Prix N°1 : PEINTURE BLANCHE POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX .

Peinture à base de résines synthétiques.

- Bonne résistance aux intempéries et aux chocs.
- Grande facilité d'application, sans coulures.
- Finition garnissante avec une brillance acceptable
- résistance à l'abrasion.

DOMAINE D'APPLICATION :

Peinture pour bordure de trottoir.

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :

Aspect : Satiné.

Teinte : Blanche

Rendement : 6m²/ kg +/-1.

Densité : 1,65 +/-0,05 à 25°C

Viscosité : 100 +/- 5 kU.

Extrait sec (en poids) : 67.15% .

CONDITIONS ET MÉTHODES D'APPLICATION:

S'applique au rouleau, au pinceau ou au pistolet.

SÉCHAGE rapide < 2 Heures.

EMBALLAGE : 25 Kg

RAPPORT D'ESSAI

Ce prix rémunère la fourniture de peinture blanche pour bordure trottoir, en seau de 25 Kg de premier choix.

Fourniture payée en unité.

Prix N°2 : PEINTURE ROUGE POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX.

Peinture à base de résines synthétiques.

- Bonne résistance aux intempéries et aux chocs.
- Grande facilité d'application, sans coulures.
- Finition garnissante avec une brillance acceptable
- résistance à l'abrasion.

DOMAINE D'APPLICATION :

Peinture pour bordure de trottoir.

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :

Aspect : Satiné.

Teinte : Rouge

Rendement : 6m²/ kg +/-1.

Densité : 1,65 +/-0,05 à 25°C

Viscosité : 100 +/- 5 kU.

Extrait sec (en poids) : 67.15%.

CONDITIONS ET MÉTHODES D'APPLICATION

S'applique au rouleau, au pinceau ou au pistolet.

SÉCHAGE rapide < 2 Heures.

EMBALLAGE : 25 Kg

RAPPORT D'ESSAI

Ce prix rémunère la fourniture de peinture rouge pour bordure trottoir, en seau de 25 Kg de premier choix.

Fourniture payée en unité.

Prix N°3 : PEINTURE VERTE POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX.

Peinture à base de résines synthétiques.

-Bonne résistance aux intempéries et aux chocs.

-Grande facilité d'application, sans coulures.

-Finition garnissante avec une brillance acceptable

-résistance à l'abrasion.

DOMAINE D'APPLICATION :

Peinture pour bordure de trottoir.

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :

Aspect : Satiné.

Teinte : Vert

Rendement : 6m²/ kg +/-1.

Densité : 1,65 +/-0,05 à 25°C

Viscosité : 100 +/- 5 kU.

Extrait sec (en poids) : 67.15%.

CONDITIONS ET MÉTHODES D'APPLICATION

S'applique au rouleau, au pinceau ou au pistolet.

SÉCHAGE rapide < 2 Heures.

EMBALLAGE : 25 Kg

RAPPORT D'ESSAI

Ce prix rémunère la fourniture de peinture verte pour bordure trottoir, en seau de 10 Kg de premier choix.

Fourniture payée en unité.

Prix N°4 : PEINTURE VINYLIQUE, EN FUT DE 10 KG DE 1ER CHOIX.

Peinture émulsion mate de grande résistance pour travaux intérieur et extérieur.

Pouvoir opacifiant élevé

Blancheur durable et parfaite

Bonne lessivabilité

Ce prix rémunère la fourniture de peinture vinylique, en fut de 10 kg de premier choix.

Fourniture payée en unité.

Prix N°5 : PEINTURE DE SIGNALISATION HORIZONTALE ROUTIERE DE 25KG 1ER CHOIX

Peinture fabriquée à partir de résine acrylique homologuée, pour le marquage des chaussées (mono-composante)

UTILISATION

Signalisation horizontale

PROPRIÉTÉS

Bonne tenue aux intempéries,

Bonne résistance à l'usure

Séchage rapide

MATÉRIEL D'APPLICATION pistolet, machine, Pinceau et rouleau

RENDEMENT Peinture : 0.7 Kg/ m²

Teinte : Blanche,

Densité : 1,66 ±0,05

Viscosité (CA4 à 20°) : 1 25-1 35 secondes

Extrait sec en poids : 75 % env

Séchage : HP : 3-7 mn ; Sec : 5 -15 mn

Ce prix rémunère la fourniture de peinture de signalisation horizontale routière de 25 kg de premier choix avec certificat de conformité

Fourniture payée en unité.

Prix N°6 : ESSENCE WHITE SPIRIT EN BIDON DE 5 LETRE (SOLVANT DE PEINTURE)

ESSENCE WHITE SPIRIT à bases de résines alkydes longues en huile.

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Densité à 20° : 0,76 - 0,79

Dilution : PRÊT A L'EMPLOI

TEINTE : Incolore

EMBALLAGE : 5 Litres ,

DUREE DE VIE :12 Mois

Ce prix rémunère la fourniture d'essence white spirit (solvant de peinture)

Fourniture payée en unité.

Prix N°7: PEINTURE GLYCEROPHTALIQUE LAQUEE BLANCHE, EN FUT DE 15 KG DE 1ER CHOIX.

Ce prix rémunère la fourniture de peinture glycérophthalique laquée blanche, en fut de 15 kg de 1er choix.

Fourniture payée en unité.

Prix N°8 : PEINTURE GLYCEROPHTALIQUE LAQUEE VERT WAGON, EN BOITE DE 5 KG DE 1ER CHOIX

Ce prix rémunère la fourniture de peinture glycérophthalique laquée vert wagon, en boîte de 5 kg de 1er choix.

Fourniture payée en unité.

Prix N°9 : PEINTURE ANTIROUILLE ROUGE, EN BOITE DE 1 KG DE 1ER CHOIX.

Ce prix rémunère la fourniture de peinture antirouille rouge, en boîte de 1 kg de 1er choix.

Fourniture payée en unité.

Prix N°10 : PEINTURE GRIS POUR ALUMINIUM, EN BOITE DE 1KG DE 1ER CHOIX

Ce prix rémunère la fourniture de peinture gris pour aluminium, en boîte de 1kg de 1er choix

Fourniture payée en unité.

Prix N°11 : PEINTURE NOIR, EN SEAU DE 5KG DE 1ER CHOIX

Ce prix rémunère la fourniture de peinture colomate 99 noir, en seau de 5kg de 1er choix

fourniture payée en unité.

Bordereau des prix-détail estimatif

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 et 3 du § 1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

N° du poste	Désignation des prestations	Unité de Mesure	Quantité	Prix unitaire en DH(Hors TVA En chiffres)	Total En chiffres
	1	2	3	4	5=3x4
1	PEINTURE BLANCHE POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX	U	150		
2	PEINTURE ROUGE POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX.	U	150		
3	PEINTURE VERT POUR BORDURE TROTTOIR, EN SEAU DE 25 KG DE 1ER CHOIX.	U	30		
4	PEINTURE VINYLQUE EN FUT DE 10 KG DE 1ER CHOIX.	U	60		
5	PEINTURE DE SIGNALISATION HORIZONTALE ROUTIERE DE 25KG 1ER CHOIX	U	210		
6	ESSENCE WHITE SPIRIT EN BIDON DE 5 LITRE (SOLVANT DE PEINTURE)	U	200		
7	PEINTURE GLYCEROPHTALIQUE LAQUEE BLANCHE, EN FUT DE 15 KG DE 1ER CHOIX.	U	10		
8	PEINTURE GLYCEROPHTALIQUE LAQUEE VERT WAGON, EN BOITE DE 5 KG DE 1ER CHOIX.	U	20		
9	PEINTURE ANTIROUILLE ROUGE, EN BOITE DE 1 KG DE 1ER CHOIX.	U	40		
10	PEINTURE GRIS POUR ALUMINIUM, EN BOITE DE 1KG DE 1ER CHOIX	U	150		
11	PEINTURE NOIR, EN SEAU DE 5KG DE 1ER CHOIX	U	5		
Montant Total (H.T)					
T.V.A (20%)					
Montant Total TTC					

Fait à _____ le _____
Signature et cachet du concurrent

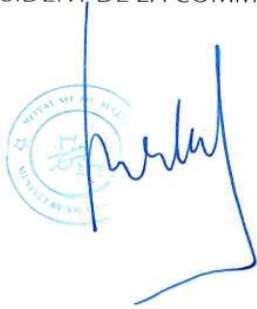



APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX **N° 36/CS/2025**

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 et 3 du § 1 de l'article 19, § 1 de l'article 20 et l'alinéa b du § 3 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservée aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

Objet : Achat de Peinture pour le compte de la Commune de Salé

Montant: (En chiffre et en lettre)

<p>LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE</p>   <p>ENTISSI ot de e de Salé</p>	
<p>PRESENTE PAR LE CHEF DE SERVICE DES MOYENS COMMUNS</p>   	<p>LU ET ACCEPTE PAR LE FOURNISSEUR</p>
<p>APPROUVE PAR:</p>	<p>WISE PAR:</p>